



Syndicalisme

Où va l'U.N.E.F. ?

Jean-François PERTUS

Enfin, on en avait terminé des débats ésotériques entre tendances revendiquant à qui mieux mieux la pureté révolutionnaire. Enfin on allait en finir des énigmes philosophico-syndicales que constituaient les motions de l'U.N.E.F. Enfin on allait comprendre. Quand on est journaliste chez Lazareff, le P.S.U. on sait ce que c'est. Le P.C.F. encore mieux.

Eh bien tant pis pour les simplificateurs professionnels, l'U.N.E.F. n'a pas encore perdu son originalité. Quand on a dit que les E.S.U. ou que l'U.E.C. s'étaient manifestés au cours de l'Assemblée générale des 28 et 29 janvier, on n'a rien expliqué du tout.

Une orientation universitaire

Il faut bien voir que l'U.N.E.F. n'est pas un syndicat comme les autres et que cette originalité n'est pas le fruit du hasard. Elle tient à ce que sont l'Université et le milieu étudiant. A la suite de la guerre d'Algérie, l'U.N.E.F. choisissait, lors de son congrès de Dijon, de se donner une « orientation universitaire ». Ce choix correspondait à l'analyse que faisait alors la majorité du syndicat étudiant de la relative autonomie de l'Université par rapport à l'économie et de la spécificité du milieu étudiant : ce sont plus ses études qui définissent et déterminent l'étudiant que ses conditions de vie ou son origine sociale. Cette spécificité se rapporte à la relative autonomie de l'Université par rapport à l'Economie dont elle n'émane pas mécaniquement donc par rapport au champ global de la lutte des classes. Les luttes étudiantes, si l'on ne veut pas sombrer dans le corporatisme, doivent aboutir à une remise en cause des structures actuelles de l'Economie et de la Société. Elles peuvent opérer cette remise en cause à travers une contestation originale des structures de l'Université.

Refuser un corporatisme politisé

C'est cet acquis du syndicalisme étudiant que méconnaissent les associations générales d'étudiants groupées autour de Saint-Etienne qui ont présenté la motion minoritaire à l'Assemblée générale. Ces associations, dont l'influence qu'a sur elles le Parti Communiste n'est un secret pour personne, ont reçu de la part des « apolitiques » (corporatistes de droite) un soutien aussi inattendu que tenace qui n'est pas sans signification. Ce qui est en jeu, les débats de cette Assemblée générale l'ont clairement montré, c'est la possibilité d'un syndicalisme étudiant autonome. Ce qui est en jeu, c'est la volonté des militants étudiants de contester d'une manière cohérente la société néo-capitaliste en luttant contre l'Université technocratique que veut instaurer le plan Fouchet. Ce qui est en jeu, c'est l'originalité d'une U.N.E.F. qui refuse de se sacrifier sur l'autel de la « démocratie véritable » et de « l'alliance sans exclusive de tous les Républicains », car le « corporatisme politisé » n'est pas seulement une pratique syndicale, il est aussi un certain mode de politisation. Lors de l'Assemblée générale, les militants étudiants ont refusé de céder au confort intellectuel de ce qu'on appelle « forces démocratiques ». Ils ont refusé de réduire la lutte des classes à la lutte contre le « pouvoir personnel ».

Pourquoi les E.S.U. ?

Animateurs pour une large part de ce courant qui refuse à la fois l'intégration de l'U.N.E.F. aux « forces démocratiques » et tout retour du syndicalisme étudiant vers le corporatisme, un certain nombre de militants E.S.U. se sont trouvés conduits à assumer la direction de certaines As-

sociations générales et à participer activement à la direction nationale. Cela n'est pas sans poser quelques problèmes et d'abord celui de savoir comment, en fonction de quelle conception des rapports du syndicat et de l'organisation politique ils sont fondés à intervenir. Défenseurs du Front socialiste, nous récusons les thèses tendant, soit à faire du syndicat la courroie de transmission du parti, soit à séparer totalement le politique du syndical. Dans la lutte pour le socialisme, dans la contestation des structures actuelles de l'économie et de la société, partis et syndicats ont à jouer des rôles techniquement et non pas hiérarchiquement différenciés. Si nous pensons devoir intervenir dans le syndicat ce n'est pas en raison de l'usage qui pourrait être fait d'un appareil au demeurant fort mal en point, c'est parce que nous pensons que le travail de militants politiques à l'intérieur du syndicat doit tendre à faire naître, de la confrontation d'une ligne politique et d'une pratique syndicale se heurtant au concret, une stratégie syndicale adaptée à la fois à l'intervention sur le champ syndical et à la situation politique globale. Le rôle de l'organisation politique n'est pas seulement de mettre en évidence les prolongements politiques de l'action syndicale. Il est aussi de fournir au syndicat des militants formés, c'est-à-dire capables d'apprécier politiquement la situation syndicale dans laquelle ils agissent.

Le second problème qui se pose est celui de savoir quel intérêt présente pour une organisation politique comme les E.S.U. le travail syndical. Nous avons déjà partiellement répondu à cette question au début de cet article. Il va de soi que si la nature de l'Université en fait le lieu privilégié de luttes politiquement significatives, cela ne concerne pas seulement le syndicat mais aussi l'organisation politique étudiante. En réalité, c'est l'existence même de cette organisation qui est en jeu car elle n'est justifiée comme groupement des militants étudiants d'un parti que dans la mesure où ceux-ci sont capables de mener en tant qu'étudiants des luttes spécifiques.

Informers les étudiants

Former les militants

Il reste que les analyses formulées par l'U.N.E.F. depuis quatre ans ont besoin d'être prolongées et que l'état actuel du mouvement

permet difficilement la mise en œuvre d'une action revendicatrice correspondant aux objectifs et aux exigences définis ou à définir. Pour sauver l'U.N.E.F., pour préserver son acquis et son originalité, il faut bien sûr résoudre ses difficultés financières et organisationnelles (et elles sont considérables). Il faut surtout informer les étudiants et former les cadres et militants syndicaux. Actuellement, l'U.N.E.F. manque presque autant d'animateurs que d'argent. C'est dans cette perspective que l'on doit inscrire la préparation du prochain congrès. Il est nécessaire que l'organisation syndicale des étudiants progresse dans la solution du problème que posent les rapports de l'Université à l'économie. C'est de cette progression que dépendent à la fois la possibilité de définir plus précisément les conditions d'une action revendicative et la formation d'un nombre suffisamment grand de militants capables d'animer une telle action.

L'objectif des E.S.U. en tant que militants politiques travaillant à l'intérieur du syndicat étudiant est de créer les conditions d'une pratique syndicale non corporatiste, objectif que les autres tendances « de gauche » de l'U.N.E.F. ne sont pas parvenues à atteindre.

Mais il est clair qu'à partir du moment où le débat s'engage dans le syndicat en des termes autres que ceux d'une escalade théorique coupée de la pratique, les E.S.U. n'ont en aucun cas à intervenir en tant que tels. Les militants U.N.E.F. appartenant aux E.S.U. ont une tâche prioritaire à mener dans le syndicat : développer une pratique syndicale ayant une claire signification politique face au plan Fouchet. L'orientation du bureau national de l'U.N.E.F. permet ce débat et cette pratique. Il appartient aux différents courants de l'U.N.E.F. de répondre clairement. C'est de cette réponse que dépend la reconstruction politique de l'U.N.E.F. Il faut espérer que ce sera possible. □



Espagne

Vandenburie arrêté

La police espagnole, a arrêté Pierre VANDENBURIE, Président de l'U.N.E.F., au sortir de la Conférence qu'il avait tenue à la Faculté

de Philosophie de Madrid.

A l'heure où nous écrivons, il n'est toujours pas relâché.

En réalité ce que les autorités franquistes n'ont pu supporter, c'est la manifestation concrète de solidarité, qu'exprimait Pierre Vandenburg par sa présence à Madrid.

Depuis quelques semaines, les étudiants espagnols manifestent une admirable combativité. A Madrid, comme à Barcelone, à Séville comme à Valence ou à Bilbao, l'ensemble des étudiants espagnols a engagé une lutte ouverte avec le pouvoir franquiste. Les professeurs dans leur immense majorité se solidarisent avec les objectifs et l'action des étudiants. La conjonction avec les luttes ouvrières se traduit dans des manifestations communes.

La présence de Pierre Vandenburg à Madrid concrétisait l'audience internationale de ces luttes, et la solidarité qui ne pourra aller qu'en s'amplifiant. C'est ce qu'ont démontré les premiers manifestants qui scandaient : « Liberté en Espagne » et « A bas Franco » devant l'ambassade d'Espagne à Paris. □



Indésirable dans l'Espagne franquiste